

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LANcaster 5361

La Fédération Provinciale du Travail

La conférence de Sherbrooke prend attitude sur la question politique. — Elle recommande toutefois "d'aider nos amis et de combattre nos ennemis". Elle proteste contre les ordonnances de l'Office des salaires raisonnables et réclame des amendements à la loi des conventions collectives de travail. La bonne entente dans les rangs est préconisée.



GROUPE DE DELEGUES A LA CONVENTION DE LA FEDERATION PROVINCIALE DU TRAVAIL DU QUEBEC, TENUE A SHERBROOKE.

Comme tout l'indiquait, la deuxième conférence annuelle de la Fédération provinciale du Travail a été un autre succès dont le Travail Organisé a le droit d'être fier. Cent cinquante-et-un délégués venus des différents centres de la province étaient réunis pour discuter les problèmes auxquels ont à faire face la classe ouvrière et l'industrie, adopter des résolutions et émettre des vœux. Le travail accompli par la conférence est énorme — surtout dans un espace de temps aussi court, — car pas moins de 64 résolutions furent soumises et considérées, plusieurs de celles-ci revêtaient un caractère des plus importants et prêtèrent à une discussion intéressante. Il y avait également à prendre en considération la revue des activités législatives, de la campagne d'éducation, propagande et organisation menée dans différents endroits de la province, soit par les corps centraux, soit par le Secrétariat, et enfin et surtout, prendre l'inventaire des lois sociales adoptées par la Législature provinciale, étudier leur répercussion sur le Travail Organisé, aussi bien que des mesures préconisées lors de la dernière conférence de la Fédération, soumises au gouvernement et ignorées par celui-ci.

Pour abattre toute cette besogne en quatre séances qui ont duré douze heures, il a fallu un doigté efficace de la part de l'officier-président aussi bien que du calme et de la modération chez les délégués. Le Travail Organisé a démontré, une fois de plus, qu'il était à la hauteur de la situation et malgré les divergences d'opinions — chose inévitable dans une assemblée de 151 personnes appartenant à des métiers différents — tout s'est bien passé, l'harmonie et la bonne entente ont prévalu et tout indique que la Fédération provinciale du Travail repose sur des bases stables et solides et qu'elle marchera de succès en succès. C'est la meilleure réponse qui pouvait se donner aux organisations ouvrières qui, pour une raison

ou une autre, n'ont pas encore jugé de leur devoir de s'y affilier et aux défaitistes de notre mouvement.

Une des plus intéressantes résolutions adoptées est certes celle qui réclame l'établissement d'un loi d'arrangement entre salariés endettés et leurs créanciers, dans le genre de celle qui fonctionne déjà depuis un certain temps pour aider le cultivateur à réduire sa dette envers ses créanciers et qui lui a rendu de si grands services, car on estime à près de 25,000 le nombre des cultivateurs qui en ont profité et ce pour plus de 40 millions de dollars.

Une autre résolution qui a provoqué un débat prolongé et a même, à un certain moment, risqué de diviser la conférence en deux camps bien opposés, fut un simple amendement à la constitution qui, en lui-même était loin d'avoir l'importance que plusieurs voulaient lui donner, ils y voyaient une tendance à faire de la Fédération une machine politique, ce qui était pour le moins exagéré car il fut facile de se rendre compte que l'opinion générale y était absolument opposée. Cet amendement réclamait tout simplement de supprimer de la constitution l'article 15 qui se lisait comme suit :

"Les officiers généraux de cette Fédération qui désirent être candidats à une élection fédérale, provinciale ou municipale devront au préalable démissionner de leurs fonctions d'officier de celle-ci ; ils ne pourront non plus parler sur une plateforme publique au cours d'une campagne électorale, ou prêter leur nom ou leur titre en faveur d'un candidat quelconque."

Cette résolution fut renvoyée de nouveau au comité de la constitution qui, de concert avec le conseil exécutif, soumit à la séance suivante le substitut suivant :

(Suite à la quatrième page)

La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

QUELQUES PHASES DU CONGRES OUVRIER DE SHERBROOKE

Des résolutions importantes ont été adoptées au Congrès de la Fédération provinciale du travail, tenu en la ville de Sherbrooke, samedi et dimanche, les 22 et 23 juillet dernier. La convention s'ouvrit à 10 h. 30, en la salle de l'Hôtel de Ville, le président du Conseil des Métiers et du Travail de l'endroit, M. Ed. Johns, souhaita la bienvenue aux délégués venus de toutes les parties de la province, représentant 66 unions internationales et 5 conseils centraux.

Son Honneur le maire M.-T. Armitage inaugura officiellement le deuxième congrès annuel de la Fédération et souhaita au nom des 35,000 citoyens de Sherbrooke un séjour heureux dans les murs de la coquette ville des Cantons de l'Est. Le maire fit également une allusion heureuse à la bonne entente qui existe entre employeurs et employés dans l'industrie de Sherbrooke. Le président Arthur Martel remercia le maire et déclara la convention ouverte pour la transaction des affaires.

Le délégué J.-E. Gariépy, du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, a été nommé secrétaire adjoint, et le délégué Auray, de l'union des machinistes, local 164 de Sherbrooke, a été également choisi comme sergent d'armes.

Le secrétaire de la Fédération, M. Gus. Francq, donna lecture de la formation des divers comités. Il donna également lecture d'une lettre de l'hon. John Bourque et de M. C.-B. Howard, respectivement député au provincial et au fédéral pour le district de Sherbrooke, s'excusant que, vue des engagements antérieurs, il leur fut impossible d'assister à l'ouverture de la session.

Il est aussi regrettable que le ministre du travail, l'hon. William Tremblay, n'ait pas daigné répondre à une invitation qui lui a été faite d'assister à l'ouverture de cette session; on fit remarquer à ce sujet que le gouvernement provincial aurait dû avoir un représentant officiel afin de connaître son intention sur les mesures à prendre sur la solution des problèmes ouvriers.

Le président du comité des créances, Emile Lajoie, des Trois-Rivières, rapporte que 66 organisations étaient représentées par 151 délégués, dont 135 d'unions affiliées et 15 des corps centraux.

Le premier comité à faire rapport fut celui des règlements et procédures, présidé par M. Roméo Lepage, de l'union des buandiers, local 122 de Montréal.

Le comité des résolutions, composé des trois vice-présidents généraux et des délégués Kent Rowley et Claude Jodoin, disposa de 60 résolutions, parmi lesquelles on releva celle qui avait trait à ce que le fédéral prépare une loi d'arrangement pour les salariés et leurs créanciers. Cette résolution fut présentée par le délégué Gus. Francq qui donna des renseignements sur la portée de cette résolution et éclairant les délégués sur un système qui est absolument nouveau et qui est appelé, s'il est mis en vigueur, à rendre de grands services à la classe des salariés.

Une autre demandant la formation d'un tribunal du travail en remplacement de l'Office des salaires raisonnables.

La séance de l'après-midi a été consacrée à l'étude et à l'adoption de 38 résolutions. Les séances tenues le samedi soir et le dimanche après-midi ont été également consacrées à l'adoption des résolutions en suspens, des amendements à la constitution, du rapport des vérificateurs des finances par les délégués J.-M. Shannon, Edouard Désormiers et Onésime Renaud, ainsi que de l'élection des officiers. Le premier acte à cet ordre de procédure, a été de nommer M. Gustave Francq, délégué fraternel au Congrès des Métiers et du Travail du Canada, dont la session se tiendra le 25 septembre prochain à London, Ontario.

L'élection des officiers a donné le résultat suivant: Président, Raoul Trépa-

AU CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL

Le Conseil des Métiers et du Travail, tenait jeudi, le 20, une assemblée très courte, quoiqu'il y eut une centaine de délégués présents, sous la présidence du confrère Raoul Trépanier, assisté du vice-président, Alfred Mathieu.

Si ce n'eût été le rapport de l'exécutif contenant quatre clauses importantes et qui furent approuvées, le Conseil ne se serait occupé que des affaires de routine.

La première avait trait encore à la demande de l'union des relieurs de Toronto, relativement à ce que la Bible soit imprimée au Canada. L'exécutif a cru bon de recommander que cette communication soit référée au Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

Concernant une proposition de la B. & S. W. Union avec l'affaire Bata, manufacturier de chaussures de Tchécoslovaquie, vu que cette question motivait une action immédiate, une résolution de vives protestations a été envoyée au département du secrétaire d'Etat, contre l'entrée au pays des ouvriers experts tchèques, au nombre de 200 de ladite compagnie et aussi contre toute tentative d'amender les règlements de l'immigration à cet effet.

* * *

Une autre question marquant un caractère important fut celle des chômeurs que les autorités municipales exigent d'eux de se rapporter deux fois par jour. Le Conseil a reconnu la non-nécessité de la chose comme étant une solution pour remédier au chômage.

* * *

Dans son rapport l'exécutif est d'avis que le Conseil proteste contre l'importation de la pierre toute prête à être employée à la construction, sans avoir au préalable eu à payer aucune taxe; le cabinet fédéral sera avisé du mécontentement des intéressés.

* * *

Le Conseil accepta une suggestion de son exécutif à l'effet qu'un délégué soit nommé pour représenter les ouvriers sur la Commission d'enquête Beaulieu, du tramways. Le président Raoul Trépanier a été le choix unanime pour représenter le Conseil des Métiers sur cette Commission.

Le Conseil s'ajourna à la suite de ce rapport pour permettre au président Trépanier d'aller adresser la parole à une assemblée publique des travailleurs en chaussures, au sujet de l'affaire Bata, qui avait lieu au marché St-Jacques.

AU PIQUE-NIQUE DES PRESSIERS, LOCAL 52

C'est demain que l'union des pressiers et assistants, local 52, donnera son premier pique-nique annuel au parc de Tétraulville; les tramways Hochelaga-Dé-sormeaux y conduisent les visiteurs.

Le comité d'organisation par l'entremise de son secrétaire, Maurice Ratelle, compte sur l'encouragement des membres des unions-soeurs à ne pas manquer d'y participer. Cela ne coûte pas cher, le prix d'entrée au parc n'est que de 25 cts.

nier, élu par une bonne majorité sur l'ex-président Arthur Martel; secrétaire général, Gus. Francq, réélu; trois vice-présidents généraux ont été réélus, ce sont: MM. J.-A. D'Aoust, Hull; Omer Fleury, Québec; J.-B. Arsenault, Trois-Rivières.

Sept vice-présidents régionaux qui sont: MM. Paul Fournier, Montréal; Joseph Matte, Québec; Emile Lajoie, des Trois-Rivières; W.O. Brown, Kénogami; Fred Dickens, Hull; Ovide Bonnette, St-Hyacinthe et H. Riopel de Sherbrooke.

On procéda ensuite au choix à faire du lieu de la 3e conférence de la Fédération, quatre villes furent mentionnées: Québec, Trois-Rivières, Montréal et Hull, c'est cette dernière ville qui reçut la préférence, par conséquent à Hull l'an prochain.

BEN. DROLET.

A L'UNION DES PEINTRES, LOCAL 349

Les membres de l'union des peintres, local 349, malgré la chaleur intense qu'il faisait, assistèrent nombreux à la réunion bi-mensuelle du local, lundi de cette semaine. Le président Arthur Renaud fit prêter l'obligation usuelle à plusieurs nouveaux membres.

Les questions à l'ordre du jour qui furent discutées sont celles des échafaudages, de la carte de compétence revêtue de la photographie du porteur; exiger des entrepreneurs une enveloppe de paie uniforme mentionnant les heures de travail travaillées et le montant du salaire payé pour la semaine de travail; aussi obligation des entrepreneurs de se munir d'un permis pour l'érection des échafaudages, ensuite de rapporter le fait aux autorités municipales pour inspection, tel que la loi le prescrit.

Toutes ces questions furent appuyées fortement et elles seront soumises au Conseil des Métiers de la construction, pour action immédiate. Les délégués à ce Conseil ont rapporté une décision du comité paritaire à l'effet que c'est son intention de poursuivre les employés aussi bien que les employeurs, violateurs de la loi des conventions collectives; on a affirmé avec preuve à l'appui, que beaucoup d'ouvriers en effet se rendent coupables d'infractions à la loi.

Le délégué Edgar Gilbert à la convention de la Fédération provinciale du Travail, tenue les 22 et 23 juillet à Sherbrooke, présenta un rapport détaillé des décisions importantes de ce congrès, lequel rapport a été reçu favorablement.

PIQUE-NIQUE DES OUVRIERS DE LA ROBE

Une fête champêtre est organisée par l'union internationale des ouvriers et ouvrières dans la confection pour dames, dimanche le 13 août prochain, au parc Belmont, Cartierville.

L'occasion sera donc propice pour les membres des unions-soeurs de donner leur encouragement et montrer leur sympathie aux ouvriers de la robe, en assistant nombreux à cet intéressant spectacle en plein air.

Le comité chargé de l'organisation de ce pique-nique, prépare pour la circonstance un programme varié, les participants, nous en sommes assurés s'amuseront ferme. Il y aura joute de balle molle (clubs féminins), course pour dames et demoiselles, hommes et enfants, souque à la corde, performance aérienne, cinéma parlant, etc.

Les assistants pourront se procurer au contrôle dix billets pour 30 cents pour visiter les diverses attractions du Parc Belmont. De plus, disons que le site est idéal pour un pique-nique de famille. Nous sommes donc tous invités à aller fraterniser avec les ouvriers de la confection pour dames.

AMUSEMENT CHEZ LES TRAVAILLEURS EN FOURRURE

Le deuxième pique-nique annuel des locaux 66 et 67, des ouvriers de la fourrure, aura lieu demain, dimanche le 30 juillet, à la Plage St-Jacques, 3101 blvd. Gouin, Cartierville; les tramways y conduisent les visiteurs. L'occasion est donc propice au temps des grandes chaleurs d'aller prendre ses ébats sur une plage aussi recommandable, à nos amis du Travail Organisé.

Comme il y a toujours un but dans ce que nous organisons, le succès financier de cette fête champêtre dépendra de l'encouragement reçu tout en s'amusant et sera versé dans un fonds spécial pour aider à l'organisation.

On nous prie de mentionner que le local 67 des dames et demoiselles employées dans l'industrie de la fourrure, procédera à l'élection des officiers mercredi prochain le 2 août, en la salle de l'union du Commerce, 1079 Berri, à 8 heures précises. Les intéressés sont priés de faire diligence en assistant en grand nombre, car le succès d'une organisation dépend du choix judicieux que l'on fait de ses officiers.

ENTRE CONFRERES

Premier avocat: Je viens de faire une fortune.

Deuxième avocat: Celle de qui était-ce?

L'ORGANISATION CHEZ LES TYPOGRAPHES

A une assemblée récente du comité d'organisation de l'Union Typographique Jacques-Cartier No 145, les sous-comités suivants ont été nommés:

M. Lucien LeComte est le président du comité général d'organisation, et Arthur Langevin en est le secrétaire.

Sous-comité de la publicité dans les journaux: J.-Robert Guy, directeur; C. Coutu, C.-E. Chalifour, Albert Raymond, Louis Gadoury et Henri Richard, conseillers.

Sous-comité de la littérature: J.-E. Gariépy, président; Henri Richard et Roch Lefebvre, conseillers.

Sous-comité du recrutement: J.-W. Blaquière, président; A.-F. Ricard, T.-L. Dautre, Joseph-A. Labelle, A.-E. Moissan, J.-Rodolphe Ducharme, conseillers. Ce comité pourra s'adjoindre les membres qui voudront bien l'aider dans sa tâche.

LES BUANDIERS ET LEUR FETE CHAMPETRE

L'union des buandiers, teinturiers et nettoyeurs (valet service), local 122, tenait, mercredi de cette semaine, une réunion enthousiaste, sous la présidence de Mlle Flore Kelly. Ce qui intéresse le plus les ouvriers et ouvrières de cette industrie, présentement, c'est la fête champêtre que cette union est à organiser pour le dimanche, 13 août, à la plage Saint-Jacques, 3101, boulevard Gouin Ouest. Le comité chargé de cette organisation a fait rapport du travail accompli.

Mme Bernadette Beaudry, présidente, déclara que les unions-soeurs avaient été sollicitées d'accorder leur encouragement par l'achat de billets, qui peuvent être confiés aux membres pour la vente. Plusieurs unions ont déjà donné leur adhésion.

ECHOS DES TROIS-RIVIERES

Le Conseil des Métiers et du Travail des Trois-Rivières s'intéresse à ce que les taudis disparaissent. Cette question vitale a donné lieu à une discussion intéressante, au cours de la réunion bi-mensuelle de cet organisme, lundi de cette semaine.

Les délégués firent remarquer qu'une campagne sérieuse avait été menée pour la disparition complète des taudis, malgré tout le contraire s'est produit, quand on transporta une vieille bâtisse dans le quartier St-Philippe lorsqu'elle aurait dû être démolie; de vives protestations ont été faites à ce sujet, et l'on fit observer qu'au lieu de travailler à les faire disparaître on permet que le nombre grandisse et depuis ne font qu'augmenter.

Le Conseil décida de porter une plainte officielle au conseil municipal des Trois-Rivières, à ce sujet.

Au cours de la séance le président J.-B. Arsenault, rapporta que la Chambre de commerce aurait décidé d'établir un secrétariat permanent dans le but de faire la publicité dans la ville des Trois-Rivières, pour amener de nouvelles industries; une somme de \$10.00 a été souscrite pour lui aider à faire son travail.

Le Conseil a décidé de demander au Conseil de ville la construction de vespasiennes, dans les différents quartiers de la ville.

Le confrère Armand Harnois, organisateur des papetiers du district des Trois-Rivières, invité à dire quelques mots, fit observer que l'organisation prend de l'ampleur dans tous les centres industriels et que les compagnies qui ont signé des contrats avec l'union internationale sont très satisfaites. La séance était présidée par le confrère J.-B. Arsenault, assisté du vice-président, R. Grenier.

La production de gypse a atteint au cours des trois premiers mois de 1939 le total de 36,781 tonnes, comparativement à 18,579 tonnes durant la période correspondante de 1938.

FUMEZ LES Cigarettes GRADS

Le Monde Ouvrier est imprimé sur papier journal manufacturé par la maison E. B. Eddy & Co., dont les ouvriers sont organisés 100 pour cent.

Des organisations ouvrières fortes sont nécessaires

Aux conventions collectives
de travail.

Par THOMAS P. KEENAN

Secrétaire-archiviste, Union Typographique de Montréal, No 176 et membre du Comité exécutif du Comité conjoint de l'industrie de l'imprimerie.

La nécessité de l'organisation est amplement prouvée quand nous faisons une revue des événements avant et depuis l'avènement des conventions collectives de travail régissant les imprimeries commerciales.

Depuis 1921, alors que le contrat entre les employés et les patrons des imprimeries se termina, l'industrie est tombée dans un marasme tel que les coupeurs de prix et les baisses de salaires ont placé l'industrie au niveau d'il y a vingt-cinq ans.

Par les statistiques tirées des résultats du premier contrat collectif, en 1936, les augmentations de salaires se chiffrent à \$140,842.07, grâce aux enquêtes conduites par le comité paritaire des cas où l'entente relative aux salaires avait été en vigueur. La présente entente, qui se terminera en 1940, pourvoit à une augmentation annuelle des salaires d'approximativement \$200,000, d'après les bordereaux de salaires.

Une autre amélioration fut bénéficiaire aux ouvriers en général par l'établissement d'un taux de salaire pour les jours de fête et les heures supplémentaires; des règlements concernant les apprentis, leur nombre et leurs salaires, furent réglementés sur une base à peu près équivalente à ce qui existait avant la conclusion de ces ententes et dont les bénéficiaires avaient été retirés aux ouvriers.

À l'aurore de 1940, cette stabilité que nous désirons depuis si longtemps sera rétablie, alors que le taux minimum de salaire sera de 60 cents de l'heure dans la Zone I et la semaine de travail de 45 hrs. étendue à tous les imprimeurs de la Zone, avec des augmentations correspondantes pour les ouvriers dans les autres classifications.

En ce qui a trait à l'administration du Comité paritaire, je puis dire que, par une observation de ce qui a été accompli depuis sa constitution, je suis convaincu que le secrétaire gérant et les inspecteurs font leur devoir impartialement et sans accorder de faveur à qui que ce soit et que les cas qui leur sont rapportés sont résolus de façon à ce que l'entente soit respectée.

La nécessité d'une organisation forte et homogène pour appuyer ceux qui sont chargés de négocier ou d'aider dans l'administration de ces ententes est évidente, surtout dans l'éventualité des contestations, particulièrement lorsque de puissantes corporations cherchent à se soustraire à l'application de la loi. L'organisation est aussi nécessaire aux patrons qu'aux employés.

En terminant, je demanderais à tous ceux qui bénéficient de cette entente de s'enrôler dans l'union internationale de leur métier, et prêter ainsi leur appui moral si nécessaire pour maintenir notre position et garantir les conditions de vie que cette industrie devrait nous assurer.

— Le Courrier de l'Ouvrier d'Imprimerie.

CE QU'IL VOULAIT

Un jeune médecin, débutant dans la pratique, entre dans une librairie pour y acheter quelques livres d'occasion se rapportant à sa profession. On lui offre un volume ayant pour titre: "Quoi faire avant l'arrivée du Docteur."

— Ce n'est pas ce qu'il me faut, dit-il au commis, j'en cherche un qui aurait pour titre: "Quoi faire avant l'arrivée des patients."

L'enseignement technique et professionnel

Au cours de sa dernière session la Conférence internationale du Travail a discuté un projet de recommandation qui lui fut soumis par la Commission de l'Enseignement technique. Il a pour but d'assurer une bonne organisation de la formation professionnelle des travailleurs.

Ce problème est au premier plan des préoccupations dans beaucoup de pays, où un chômage massif dans certaines branches d'activité co-existe souvent avec une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée dans d'autres branches. Former des travailleurs qualifiés, capables, en outre, de s'adapter aux méthodes changeantes de la production, est devenu une nécessité pressante.

En vue d'y parer, la conférence fut invitée par la Commission à "recommander" un certain nombre de principes que chacun des Etats Membres devrait appliquer sur son territoire pour assurer cette formation dans les meilleures conditions possibles.

Premier principe: L'activité des différentes institutions officielles et privées qui, dans chaque pays, s'occupent de la formation professionnelle, devrait, sans compromettre l'esprit d'initiative et l'adaptabilité aux besoins des diverses industries, régions ou localités, être coordonnée et développée sur la base d'un programme d'ensemble.

La recommandation traite ensuite, successivement, de la préparation "pré-professionnelle", c'est-à-dire de celle que tous les enfants devraient recevoir dans le cadre de l'enseignement général obligatoire, et de l'enseignement technique et professionnel proprement dit.

Chaque pays devrait disposer d'un réseau d'écoles dont le nombre, la répartition géographique et les programmes devraient être adaptés aux besoins économiques de chaque région ou localité et offrir aux travailleurs des possibilités suffisantes de développement de leurs connaissances techniques et professionnelles.

Des mesures devraient être prises pour empêcher qu'en cas de dépression économique et de difficultés financières une réduction des programmes de formation technique et professionnelle ne compromette le recrutement futur de la main-d'oeuvre. Il conviendrait notamment d'envisager à cette fin l'octroi de subventions aux écoles existantes, et l'institution de cours spéciaux pour suppléer à la réduction, par suite du chômage, des possibilités de formation professionnelle dans les entreprises.

Dans les pays qui ne disposent pas encore d'un nombre suffisant d'écoles professionnelles et techniques, il serait désirable que les entreprises dont l'importance le permet, assument les frais de la formation professionnelle d'un certain nombre de jeunes travailleurs, proportionné au chiffre de leurs effectifs.

La fréquentation des écoles professionnelles et techniques devrait être gratuite. Elle devrait être facilitée, selon les circonstances, par une aide matérielle, par exemple sous forme de repas gratuits, de fourniture de vêtements et d'instruments de travail, de transport gratuit ou à prix réduit, ou de bourse d'entretien.

En ce qui concerne les programmes des écoles techniques et professionnelles, la Recommandation insiste sur la nécessité de les établir de manière à sauvegarder l'adaptation professionnelle future des travailleurs.

Les travailleurs des deux sexes devraient avoir un droit égal d'accès à toutes les institutions d'enseignement technique et professionnel, sous réserve que les femmes ne soient pas appelées à s'y livrer d'une façon continue à des travaux légalement interdits pour motifs de santé.

L'idée essentielle dont elle s'inspire à cet égard est que tous les travailleurs, qu'ils aient ou non reçu une formation professionnelle avant leur entrée en emploi, devraient avoir la possibilité de développer leurs connaissances techniques en fréquentant des cours supplémentaires à horaire réduit.

Le temps consacré à ces cours complémentaires devrait être compris dans la journée normale de travail pour les apprentis et les autres jeunes travailleurs s'ils ont l'obligation de les fréquenter.

Suit l'indication des mesures à recommander pour la coordination de l'ensei-

gnement technique avec les activités économiques des pays. Dans ce but, une collaboration étroite devrait être assurée entre les écoles techniques et professionnelles et les branches d'activité intéressées notamment par la participation d'employeurs et de travailleurs aux conseils d'administration des écoles ou à des organismes consultatifs créés auprès de la direction des écoles.

La Recommandation traite des conditions dans lesquelles il conviendrait d'organiser les examens de fin d'études techniques ou professionnelles, des qualifications à exiger des candidats pour chaque profession, de la validité des certificats délivrés à la suite de ces examens, etc.

Elle pose le principe que les organisations professionnelles d'employeurs et de travailleurs devraient collaborer avec les autorités compétentes à l'organisation de ces examens, et le principe du droit égal pour les deux sexes à l'obtention des mêmes certificats ou diplômes consacrant les mêmes études.

Des échanges régionaux, nationaux et internationaux, d'élèves et stagiaires qui ont achevé leur formation seraient désirables pour permettre aux intéressés d'élargir leurs connaissances et leur expérience.

La Recommandation se termine par des règles générales pour le recrutement des professeurs chargés des cours théoriques et pratiques dans les établissements d'enseignement technique et professionnel. En vue d'améliorer sans cesse les qualifications du personnel enseignant, elle souligne, surtout la nécessité de contacts réguliers entre les professeurs et les entreprises.

FETE CHAMPETRE DES PRESSIERS ET CLICHEURS DE QUEBEC

Le pique-nique de l'Union Internationale des pressiers et clichés de Québec, a eu lieu dimanche dernier, à St-Nicolas. Le départ eut lieu à la Place Jacques-Cartier, à 9 heures, et tous les pique-niqueurs se sont amusés ferme et conserveront le meilleur souvenir de cette fête champêtre.

Soucie de la corde, une coupe offerte par M. Désiré Emond, surintendant au Soleil fut gagnée par l'équipe des pressiers et clichés de journaux.

Joute de balle molle, une coupe, don de M. Jos. Paquet; cette partie fut gagnée par l'équipe des pressiers (job).

Prix de présence: une bonbonnière don de M. L. Vallée, rue Dorchester, gagnée par Mme J. Duchesneau.

LE COMMUNISME

"Si chacun faisait sa quote-part, suivant ses capacités et ses moyens, pour combattre le communisme sans se préoccuper de ce que fait son prochain à ce sujet, sans comparer ses bonnes œuvres à celles des autres, sans faire comme les pharisiens hypocrites et orgueilleux qui criaient à peu près dans ces termes:

"Je vous bénis Seigneur parce que je suis meilleur que les autres", surtout si certaines autorités civiles n'essayaient pas de faire de la politique avec le mot communisme, il est évident que les résultats contre le communisme seraient meilleurs." — Un député de la Chambre des Communes.

FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA JEUNESSE

Une loi modifiant la loi provinciale du Québec, de l'aide à la jeunesse porte à deux millions de dollars le montant qui peut être payé à même le Fonds consolidé du revenu pour aider à l'établissement des jeunes dans les emplois appropriés.

Dispositions ont été prises en vue d'accorder une allocation annuelle au collège agricole de Ste-Anne-de-la-Pérade et de maintenir ou d'augmenter les allocations aux écoles agricoles de Nicolet, Ville-Marie, Chicoutimi et dans la région de la Gaspésie, et d'augmenter le pouvoir d'emprunt de l'Ecole Polytechnique de Montréal de \$500,000 à \$750,000.

PLUS AMUSANT

— Maman, est-ce que j'aurai une petite soeur un jour?
— Pourquoi?
— Bien, ce sera beaucoup plus amusant que de taquiner le chat.

LABOR DIRECTORY INDEX DES UNIONS

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble les premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 468, rue Lagachetière Est. Président, Raoul Trépanier, 1153, rue Saint-Denis, Tél. L.A. 2508; secrétaire-correspondant, — correspondant-secretary, J.-E. Gariépy, 11, rue Saint-Paul Ouest, Tél. L.A. 5361; vice-présidents, Alfred Mathieu, 2348, rue Chapleau, Tél. CH. 6150 & J.-A. Sullivan, 1430, rue Bleury, Tél. MA. 3817.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Bookbinders' Union No. 91; Photo Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Amalgamated Lithographers of America No. 27; President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Rec.-Sec., A. F. Ricard; Sec.-Treasurer, James Phillip, Room 103, 686 Notre-Dame West. Executive: John Moore, A. Quéry and John Kelly. Auditors: J. A. Arduin, Jos. Deslongchamps, R. D. Léonard. Tel. MA. 7489. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. S'assemble le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, Charles Couin, 2058, rue St-Antoine, Tél. FI. 4227; secrétaire-trésorier, Chs. E. Chalifour, 7430, Christophe-Colomb, tél. DO. 3771.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176—Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel, Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Ave., Verdun; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre-Dames W.; Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENISIERES D'AMERIQUE.— MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA.—President, Edras Secours; vice-président, F. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

Assemblée chaque mercredi, à 8 hr, du soir au Monument National, chambre 10.

U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs au Monument National, chambre 11, Pierre Lefèvre, secrétaire.

U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National, chambre 10, Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.

U. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, ch. 10, Eudore Primeau, secrétaire, 161-4e Ave., Verdun.

U. L. 1244, s'assemble tous les 2e et 4e jeudis, à 904, Ste-Catherine ouest, H. H. Sauter, secrétaire, 2282, Oxford Ave., N. D. G.

U. L. 1360, s'assemble tous les 1er et 3e lundis, à 4030, Notre-Dame ouest, H. Martin, secrétaire, 3845, rue Claude, Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les 1ers lundis, à 159-1e Avenue, Lachine, Harris Daoust, secrétaire, 159, 1re avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble tous les 1ers vendredis, à 1651, rue Léonard, Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790, Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America.—Quartiers généraux. — Headquarters, 1153 St-Denis, tél.: L.A. 2508. Officers—Officers: Gérard Gagnon, vice-président international et président local; J. Georges Gagnon, vice-président; O.-A. Neveu, secrétaire-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Henri Cholet, secrétaire correspondant; W. Latour, sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079 Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue St-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE.— Local 349.—S'assemble le 2e et 4e lundi du mois au 1331A rue Ste-Catherine est. Président, A. Renaud, 560 Congrégation, Fitzroy 0995; vice-président, C.-A. Mondor, 4227 rue Mentana; secrétaire-correspondant, E. Gilbert, 8026 Henri-Julien; trésorier, L.-P. Bolselle, 4562 rue Marquette; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585 Blvd Goulin; conducteur, A. Goudreau, 9078B Notre-Dames Est; Auditeurs: Arthur Bolsenu, 4621 Colonial; Ernest Désève, 6133 St-Dominique; Gaston Renaud, 5023 Chambord; gardien, Jos. Girard, 8145 rue Saint-André.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — Boot & Shoe Workers' Union. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A Ste-Catherine Est. Président, Henri Rolland, 6772 Blvd. Saint-Laurent; 1er vice-président, R. Talbot, 1849, Marie-Anne E.; 2e vice-président, Delphis Jodoin, 1766 rue Panet; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112 Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Chs McKercher, 1331A Ste-Catherine E., CH. 6511, privé CL. 6123; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670 Papineau, AM. 7092; sentinelle, Pacifique Goulet, 1692 Montcalm. L'exécutif s'assemble le 1er et 3e mercredi du mois, à 1331A rue Ste-Catherine Est. Président, Ovide Drolet, 4104 Bordeaux; vice-président, Delphis Jodoin, 1766 Panet; secrétaire, N. Poirier, 2137 rue Champlain.

SALLES DE REUNION A LOUER

situées dans le centre

Peuvent contenir 250 personnes
aussi salles convenables pour bureaux
tables et chaises fournies

S'adresser: "Le Monde Ouvrier"
Lancaster 5361

La conférence du travail

(Suite de la première page)

Art. 15. — Aucune discussion de politique de parti — quel qu'il soit — ne sera tolérée aux conférences de la Fédération provinciale du Travail du Québec ;

b) Cette Fédération n'entend nullement s'ingérer dans les droits politiques des membres du Travail Organisé, elle leur recommande toutefois d'user de leurs droits de citoyen chaque fois que l'occasion se présente et d'agir en sorte "d'aider nos amis et de combattre nos ennemis" ;

c) Les officiers généraux de cette Fédération — soit le président, les trois vice-présidents et le secrétaire-trésorier — ne pourront accepter une candidature dans une élection fédérale ou provinciale, ni participer à une campagne électorale avant d'avoir résigné au préalable leurs fonctions d'officier de cette Fédération, exception faite toutefois lorsqu'il s'agit d'une candidature ouvrière *bona fide* n'ayant d'attache à aucun parti politique, autre que le parti ouvrier ou une organisation strictement ouvrière reconnue comme telle, en conformité avec l'attitude prise par le Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

A défaut par eux de le faire, le conseil exécutif aura le pouvoir de les suspendre de leurs fonctions, sujet à ratification par la prochaine convention.

Ce substitut fut adopté à l'unanimité par les délégués et nous estimons qu'ils ont bien fait, car il définit plus clairement l'attitude du Travail Organisé en ce qui concerne l'action politique.

Il établit tout d'abord le fait que toute discussion de politique de parti — quel qu'il soit, même d'un parti travailliste — est bannie des conférences de la Fédération. Donc, pas de politique.

Il continue par recommander aux membres du Travail Organisé d'user de leur droit de vote chaque fois que l'occasion se présente et ce de façon "à aider les amis du Travail Organisé et à combattre ses ennemis".

Il établit ensuite de façon précise que les officiers généraux de la Fédération ne pourront accepter une candidature dans une élection fédérale ou provinciale, ou prendre part à une campagne électorale, avant d'avoir résigné leurs fonctions d'officier, exception étant faite lorsqu'il s'agit d'une candidature strictement ouvrière, sans aucune attache à un parti politique, autre qu'un parti ouvrier ou une organisation ouvrière reconnue comme telle, en conformité de l'attitude prise et réitérée à maintes reprises par le Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

Les deux premières clauses sont similaires à des articles de la constitution de la Fédération Américaine du Travail et la dernière s'inspire des décisions prises par le Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

C'est ainsi que du choc des idées jaillit la lumière et que l'harmonie régna de nouveau dans la conférence.

Au chapitre des élections, l'ancien conseil exécutif fut réélu, Raoul Trépanier reprit la position de président à laquelle il avait été élu aux Trois-Rivières, en 1937, et à Saint-Hyacinthe, en 1938, mais de laquelle il avait résigné lorsqu'il accepta la candidature dans l'élection partielle de Saint-Louis, en octobre dernier, alors que M. Arthur Martel avait été choisi par le conseil exécutif pour le remplacer. La ville de Hull a été choisie pour la conférence de 1940.

Petits salaires, longues heures de travail

Notre confrère *Le Jour*, dans un article très bien tourné, mettait en relief les heures de travail exigées des employés par certains grands magasins canadiens-français et celles des employés des magasins départementaux de l'Ouest de la ville. Il cite en exemple, le fait que le 1er juillet, jour de la fête nationale du Canada, tous les grands magasins de l'Ouest de Montréal avaient fermé leurs portes et donné congé à leurs employés, tous avaient donc eu l'avantage de célébrer la fête de la Confédération, tandis que la plupart — pour ne pas dire tous — des magasins de l'Est de Montréal avaient tenu leurs portes ouvertes ce jour-là et fait commerce tout comme si ce n'avait pas été le jour de la fête nationale de tous les Canadiens. Notre confrère cite en particulier la maison Dupuis Frères qui est restée ouverte jusqu'à dix heures du soir. Que fait donc le Syndicat catholique auquel tous les employés de cette firme sont supposés appartenir ?

Cela ne vous étonne pas, moi encore moins, car mon expérience de dix années à la tête de la Commission du salaire minimum des femmes m'a convaincu que la plupart des maisons canadiennes-françaises exigeaient plus d'heures de travail de leurs employés tout en payant des salaires plus bas que la généralité des maisons dites anglaises.

Ce sont de dures vérités que bien peu ont le courage de dire et nous félicitons M. Paul Riverain, l'auteur de l'article en question, de l'avoir eu, ce courage.

Il ne s'agit pas seulement de le savoir et de le dire, il faudrait surtout y remédier et faire changer cette manière d'agir. Pourquoi les maisons de commerce (gros et détail) dites canadiennes-françaises traitent-elles leurs employés moins bien que les autres ? Il en est de même d'ailleurs dans nombre d'industries et d'ateliers. Ces employés sont aussi compétents et aussi habiles que ceux qui travaillent pour des firmes anglaises — comme question de fait, la majorité des employés et ouvriers des grandes firmes dites anglaises sont des Canadiens ou Canadiennes-françaises — alors quelle en est la raison ?

Une petite enquête faite il y a déjà quelque temps a donné des réponses typiques dans le genre de celles-ci : "Oui, c'est vrai, nous payons des salaires moins élevés et nous exigeons plus d'heures de travail, mais nos employés sont bien traités, c'est comme une grande famille chez nous, on n'est pas regardant s'ils arrivent quelques minutes en retard" ; une autre : "Nous payons un peu moins cher que les grands magasins de l'Ouest, mais nos employés travaillent moins fort, ils ont du bon temps" ; et celle-ci : "Nous voudrions bien payer un salaire plus élevé mais un tel et un tel qui nous font concurrence paient des salaires beaucoup plus bas que les nôtres". Je me rappelle le cas particulier où un monsieur s'est fâché tout rouge et m'a menacé de se plaindre à son député et qu'il me ferait "mon affaire" jusqu'au moment où je lui ai prouvé par des documents irréfutables (relevés de salaires) que l'employée qui touchait le plus haut salaire chez lui était payée moins cher que celle qui recevait le plus bas salaire chez un de ses concurrents. Je pourrais continuer comme ça et remplir toute une colonne, mais à quoi cela servirait-il ?

Il y a un moyen de faire changer tout cela, il n'y en a qu'un, mais il est si simple qu'on est en droit de s'étonner qu'on ne l'emploie pas : c'est pour tous les salariés — hommes et femmes — de joindre une union ouvrière solide qui a fait ses preuves. — GUS F.

A bâtons rompus

Ces 106 mariages en bloc.

Dimanche dernier, on a célébré 106 mariages de jeunes jocosites. Ça c'est leur affaire et ne nous regarde pas ; mais on a quand même le droit d'avoir une opinion sur le côté carnavalesque de cette cérémonie. J'ai toujours cru que le mariage était une cérémonie religieuse qu'on devait célébrer dans la prière et le recueillement. Il faut croire que je ne suis plus dans le ton et que je suis resté vieux jeu. Possible, mais je ne puis m'empêcher de déplorer l'aspect barnumesque qu'on a donné à ces mariages en bloc. Si on s'était contenté de célébrer ces mariages à l'église, c'eût été fort bien, mais cette démonstration au Stade était à mon sens absolument déplacée.

Je ne suis pas le seul de cette opinion, beaucoup pensent comme moi. Tous nous nous demandons quel but on voulait atteindre et s'il a été atteint. Nous nous rappelons vaguement avoir lu que des cérémonies semblables s'étaient célébrées en Italie, que c'était une idée conçue dans le cerveau de Mussolini et que cela faisait partie de son évangile fasciste, mais pourquoi introduire ces moeurs dans notre province de Québec ?

En attendant, nos meilleurs vœux de bonheur, de prospérité et de postérité à ces 212 nouveaux mariés.

Des vacances payées en Angleterre.

Voilà déjà plusieurs années que le Travail Organisé s'est prononcé en faveur de vacances payées pour tous les salariés et que demande en a été faite aux différents gouvernements mais sans grand succès. Nous apprenons que le ministre du Travail de la Grande-Bretagne aurait déclaré à la Conférence internationale du Travail à Genève que le gouvernement anglais était convaincu de la nécessité d'accorder des congés avec salaire, que des efforts seraient faits en ce sens pour obtenir cette réforme volontairement et qu'après un certain temps des mesures législatives seraient prises obligeant les employeurs à accorder des congés avec salaire à leurs employés.

On se vante assez souvent que Québec bat la marche en avant dans la législation sociale, espérons que lors de la prochaine session ce sera chose faite. Tout le monde est d'accord ? Carried.

Le danger fasciste aux Etats-Unis.

Mgr John A. Ryan, professeur émérite de l'université catholique, vient de déclarer que, d'après lui, le danger d'un soulèvement communiste aux Etats-Unis n'est guère à craindre mais que, par contre, si le problème du chômage n'est pas résolu, il est à redouter que le fascisme prendra une extension formidable dans les dix prochaines années et qu'il sera hors de contrôle.

On peut différer d'opinion avec Mgr Ryan mais il est un fait certain, c'est qu'il est bien placé pour connaître ce qui se passe "chez lui" et que la solution du problème du chômage est au tout premier plan si l'on veut que le système social actuel se continue.

SOCIUS.

QUI TROP SURTAXE

N'OBTIENT RIEN

Si petit que soit en soi l'incident récent au sujet des cinémas à Québec, il a une grande importance pour tout le Canada. La ville de Québec, désirant des revenus, a tenu à imposer une taxe additionnelle de 10% sur les recettes brutes, l'argent devant aller dans les coffres municipaux ordinaires. Il n'était pas question de taxe d'hôpital. La taxe pour les hôpitaux était et reste de 12½%, et le public y est devenu plus ou moins habitué.

La ville, après un mois de "grève" de la part des contribuables, — c'est-à-dire des propriétaires de cinémas, qui ne pouvaient faire payer cette taxe au public parce que le public ne pouvait la payer, a dû céder.

C'est un petit incident en un certain sens, mais il indique qu'il y a telle chose que la "saturation" en matière de taxes, et cette saturation pourrait bien se faire grande dans tous le pays, les cinémas de Québec ont donné le signal du danger, ils ont dit, en fait : "Nous ne pouvons payer plus de taxes que nous n'en payons". Ils ont gagné.

Mais que deviennent les autres catégories de contribuables, ne sont-ils pas dans la même situation ?

A la suite de la "grève" des contribuables du cinéma on a constaté plusieurs choses. D'abord, un certain nombre d'employés se sont trouvés soudain sans travail. Eux et leur famille en ont souffert. La liste des secours s'est accrue, car

ces gens avaient à manger comme auparavant. Mais ce n'est pas tout. Les hôtels en ont souffert, car le tourisme s'en est ressenti. Des hôtels qui avaient coutume d'ouvrir des salles à diner supplémentaires ne l'ont pas fait. Et des centaines de personnes qui avaient coutume d'obtenir quelque emploi en été grâce au tourisme n'en ont pas obtenu. Ces gens ont perdu un mois de salaire à cause de la diminution du tourisme. Les marchands ont refusé d'employer des commis supplémentaires. Il est évident depuis que la répercussion de tout cela s'est fait sentir dans l'industrie. La leçon de tout cela, c'est que le vieux cheval ne doit pas être surchargé. M. le contribuable a atteint le point de saturation, et on ferait bien d'en prendre note.

LES PERTES DE VIES HUMAINES

Au cours de 1938, il y a eu, aux Etats-Unis, 94,000 personnes : hommes, femmes ou enfants qui ont perdu la vie dans des accidents. Les morts accidentelles dues à l'automobile se chiffrent à 32,400. Les chutes en comptent 26,700. Environ 7,500 personnes se sont noyées et les brûlures ont causé la perte de 7,400 personnes. Les mois de juillet et août viennent en tête de 1938 pour les morts accidentelles d'enfants au-dessous de 5 ans. Le mois de juillet a aussi un total effarant de décès dans les groupes d'âge de 5 à 14 ans et de 15 à 24 ans !

Les mortalités accidentelles chez les cultivateurs se sont élevées à 4,300 au cours de 1938. Aucun autre genre d'industrie n'égale ce chiffre fantastique !

N'OUBLIEZ PAS LE

PIQUE-NIQUE

DES BUANDIERS ET NETTOYEURS
LOCAL 122

DIMANCHE, LE 13 AOUT 1939

PLAGE ST-JACQUES — Terrain Raimbault

3101 OUEST BLVD GOUIN — Char Cartierville No 17

A Great Event!

A Well Merited Tribute to an Eminent Statesman. The Banquet Tendered to the Prime Minister.

By BERNARD ROSE.

There are occasions when, forgetting political differences and affiliations, we gather to do honor to a distinguished and public spirited fellow citizen. Such an occasion is the banquet and presentation to mark the completion of two decades of leadership of a great political party to be tendered the Prime Minister on August 8th in the City of Toronto by his friends and admirers.

While it is true, this historical event is held under party auspices, it is nevertheless a well deserved tribute to an eminent Canadian, who has not only won honor in his own country but esteem and confidence far beyond its borders.

The Right Honorable William Lyon Mackenzie King has had his political ups and downs. He knows the cares of office and the joy of service as well as the freedom from worry and importunity that being in the opposition gives.

Mr. King is extremely fortunate in his temperament and outlook on life. He has had more than his share of family vicissitudes. These he has seldom mentioned but they are known to his intimate friends and the splendid fortitude with which he has borne them, inspired a confidence, affection and esteem that enable him to bear his burdens with a cheerfulness and philosophy that has immunized him against that discouragement and weariness that is the lot of the major statesman in the great and small democracies.

Even his most severe critics and opponents must admit that no one has so steadfastly, loyally, and sincerely served his country as the kind hearted and distinguished grandson of William Lyon Mackenzie.

Mr. King was fortunate in his parents. His sainted mother, whose memory he reverences, and whose noble qualities of heart and mind he inherited in full measure, early inculcated that love for mankind and its welfare, that has been the guiding principle of his personal and political life.

From his devoted father, he got that splendid judgment and understanding of human virtues and frailties, that has made him one of the world's great humanitarians and inspired him to write his famous work: "Industry and Humanity." I think it can be truly and properly said of Mr. King, that he is the most erudite of the several prime ministers who have held this high office since Confederation. Nature endowed him with a passion for justice and political righteousness. He is a practical idealist. Exhaustively versed in both ancient and modern philosophies, he can bring a trained mind to bear upon those problems that demand a full discussion and solution in accordance with accepted democratic principles.

To that grand old Canadian, Sir William Mulock, we owe a debt of gratitude for having persuaded his then young protégé to identify himself with the public service of his country. There is not the slightest doubt that, had he carried out his original intention of going to the Bar he would have early become a lawyer of distinction earning fees equal to those received by a Tilley, Rowell, Geoffrion, and Hellmuth. He generously and self-sacrificingly gave his great talents and wide learning to the service of his fellow citizens. In this respect, he shares with his warm friend and colleague, the Rt. Hon. Ernest Lapointe, the unique distinction of giving up the certain prospect of abundant material gain for the inadequate compensation he receives as the head of the Canadian Cabinet.

He belongs to that exceptionally limited few, who can speak eloquently and convincingly and write brilliantly and effectively. His most outstanding and beautiful trait is, that he does not harbor resentment. He bears no man malice. If ever there was a citizen and a statesman who made every effort to conform to the teachings in intercourse with his fellow man of the Carpenter from Nazareth no one has so successfully lived the Christian life as Mr. King.

His appealing smile, warm greeting, and hearty hand shake; his solicitude for the health and welfare of even the humblest of his friends, members of his party, and colleagues in the House of Commons, and former departmental associates has won for him their high regard and affection.

Within recent years, his responsibilities have tremendously increased. He has seen robust colleagues become the victims of serious illness entirely due to their arduous labors and ministerial zeal. He has had to meet the none too gentle criticism of political adversaries and a section of the press. Withal, he retained his composure and even temper and proceeded to follow the policy, that he is sincerely convinced, will eventually make Canada the most prosperous and happy of the world's nations.

Mr. King's interest in the welfare of the toilers dates from the time he was recalled to Canada to investigate the "sweating evil." He has never wavered in his belief, that the workers are entitled to the best their country can give them. He adheres in the political domain to the principle of the "collective mind." In his view international commercial intercourse is a great stabilizing and civilizing force. In his principal work, he has laid down for all time definite principles of social welfare and reform.

Those who meet in their thousands to do him honor as the leader of his party, celebrate at the same time, his earlier entry into public life.

He served his apprenticeship as a highly competent civil servant during his tenure as Canada's first Deputy Minister of Labor and subsequently, ministerial head of the department.

His association with the great leader he admired and revered, and whom he succeeded, gave him a very valuable insight into all that relates to high politics. He has maintained the Laurier tradition of tolerance and national unity. His partnership with his able and great hearted colleague the Minister of Justice has been the most successful and fruitful of like associations in this or other lands. It is the fervent hope of thousands that it may long continue.

Mr. King deserves our deep gratitude for making the visit of Their Gracious Majesties one, that will long remain a pleasant memory. It contributed to that national unity so essential and desirable in a country like our own.

In the tribute paid him we demonstrate our love of country, attachment to the Crown, and unyielding devotion to the principles of democracy.

It is fitting to close this appreciation with an extract from Sir Austen Chamberlain's "Politics From Inside." Speaking of the Prime Minister in a letter dated the 5th April, 1908, he says: "King is a very intelligent and interesting man — Deputy Minister (i.e., Permanent Under Secretary) of Labour in Canada now over here to discuss with the Home Government the whole question of Oriental immigration into the Pacific slope of Canada. . . . Lord Grey says he will be a force. He is certainly a clever man and, I think, if a force, will be a force on the right side. I am glad to have seen him."

Such was the opinion of a great English statesman of the Prime Minister more than thirty years ago.

Lord Grey's judgment of Mr. King's abilities and ideals has been fully justified by the rise to eminence and great responsibilities of the then Deputy Minister of Labor. In showing their appreciation of his great and patriotic services the guests at the banquet testify to their esteem for one who has throughout his life been: "a force on the right side."

B. C. WORKMEN'S COMPENSATION ACT IMPROVED

Persistent efforts of organized labor in British Columbia have resulted in enactment of a number of amendments to the Workmen's Compensation Act by which greater benefits will accrue to incapacitated workers and their dependents. Among the most important changes are those increasing the rate of compensation from 62½% to 66⅔%, the widows allowance from \$35.00 to \$40 per month, the maximum family payments from \$65.00 to \$70.00 per month and the funeral allowance from \$35.00 to \$40.00 per month, the amended Act only became effective as from January 1st this year, the increased allowance is to be paid to all widows already receiving benefits under the legislation.

The Sherbrooke Convention

(Owing to a shortage of space, it will not be possible to give a detailed account of the convention at this time, we will only deal with the principal resolutions adopted at the convention.)

The second annual convention of the Quebec Provincial Federation of Labor, held at Sherbrooke, July 22nd and 23rd, was attended by 151 delegates coming from all the industrial centres of the Province. Of the 64 resolutions submitted several were outstanding in that they were of vital importance to the working class in general.

This could truly be said of Resolution No. 1 which was entitled: "Workers' Creditors Arrangement Act" and was submitted by Gus. Franco, Secretary of the Federation. This proposal, which, as far as we know, is an entirely new one, would give to the wage-earner the same protection as the farmer, trader or corporation, in that, a worker would be able to apply for relief in the matter of debt reduction and delay. This is logical, for the wage-earner is just as much a wealth-producer and therefore as much entitled to legislation protecting him in case of insolvency as any other category of citizens. This measure will be submitted to the London Convention of the Trades and Labor Congress of Canada where we hope it will be met with the same favorable attitude that it received in Sherbrooke.

Two important resolutions dealing with infectious silicosis were also submitted and adopted. This occupational disease, which is found prevalent in many different industries where operations are carried on from which emanate siliceous dusts, is incurable and according to surveys conducted in the United States one out of every four workers exposed to siliceous dusts contracts the disease. The Workmen's Compensation Board has recognized this occupational disease but only those working in mines are eligible to receive compensation under Schedule III of the Act, and these resolutions would have the schedule extended to all other industries where workers are exposed to siliceous dusts and especially the workers in the pottery industry, who are greatly affected by this disease.

Several resolutions were submitted

which were in general critical of the Fair Wage Act and the way it is administered, the consensus of opinion seemed to be that the Act should be abolished and labor tribunals made up of the most competent men in labor and industry should be instituted which would decide hours of labor and working conditions.

Resolutions were adopted voicing strong opposition to the proposed importation of so-called "key-men" from overseas to establish a new plant of the Bata Shoe Company in Canada because such a move would undoubtedly demoralize the whole shoe industry and would be detrimental to the best interests of the workers in Canada.

Raoul Trepanier, president of the Trades and Labor Council of Montreal was elected president of the Federation and Secretary Gus. Franco was reelected by acclamation. The three vice-presidents, Omer Fleury of Quebec; Arthur D'Aoust of Hull; and J. B. Arseneault of Three Rivers were reelected. The following regional vice-presidents were also elected: Paul Fournier, Montreal; Jos. Matte, Quebec; Emile LaJoie, Three Rivers; Fred Dickens, Hull-Aylmer; W. O. Brown, Kenogami; O. Bonnette, St. Hyacinthe, and H. Riopel, Sherbrooke. Secretary-treasurer Gus. Franco was also chosen to attend the London convention of the Trades and Labor Congress in September.

The convention could easily be qualified as a success both in point of attendance and work accomplished. Those who attended can rightly pride themselves in that they did their duty towards their fellow-workers and that they have advanced the cause of trade-unionism.

BOYCOTT JAPANESE GOODS

A protest mass meeting of over 1,000 citizens, sponsored by the Federated Youth Clubs of Quebec, unanimously endorsed, both from the platform and the audience, a resolution to be sent to Prime Minister Mackenzie King, requesting a Canadian government embargo on both exports of war-enabling materials from the Dominion to Japan and on imports here from that country, was held at Atwater Market, Wednesday night.

The Chinese Consulate-General Chao-Ying Shik, who came from Ottawa to Montreal, for the occasion, proffered his personal thanks, and as representative of Generalissimo Chiang Kai Shek he assured the gathering of the Chinese leader's gratitude for such demonstrations of sympathy expressed by citizens of another democratic country.

A determined boycott of silk stockings by Canadian women was suggested by Mr. Raoul Trepanier, President of the Quebec Federation of Labor, as one practical method of reducing the slaughter of Chinese civilians by imperialist Japan.

Mr. Trepanier further recommended that replacement of the Japanese product with lisle stockings would be a positive indication of Canadian mass support for democratic China.

Continued exporting of basic war materials from Canada to Japan automatically voided the Dominion's official neutrality and created the paradox of a Christian nation supporting the unjust massacre of a defenceless population, Dr. D. L. Ritchie, former Dean of the United Theological College, declared.

A letter from Alderman John Kerry, through whose offices the market was obtained, was read by Mr. Mitchell, vice-president of the Federated Youth Clubs, in which the Executive Committee member assured the audience of his support, and declared his approval of the use of city property for democratic expression of public opinion and sympathy.

Other speakers were Mr. Mel Doig, vice-president of the Montreal Youth Council, and Mr. Jean Bourget, president of the Federated Youth Clubs of Quebec.

Mr. Joseph Murphy, Montreal Editor of *The New Advance*, officiated as guest chairman.

REST PERIODS FOR WORKERS

A recent survey of rest periods for workers conducted by the Industrial Accident Prevention Associations indicated that if the average person had five meals a day instead of three he would be less tired at the end of the day and would have accomplished a better day's work. The report said that it was assumed an individual would eat no more food in five meals than he would in three meals.

Failing the opportunity to sit down to five meals a day, the report recommended a five to fifteen minute break in the day's work, preferably in the afternoon rather than in the morning, with an opportunity to take some light refreshment.

Statistics were recorded showing that most accidents in one large Canadian company occurred between 10 o'clock in the morning and noon, and between 2:30 and 5 o'clock in the afternoon. The report concluded that both employer and employee benefit from the rest periods and recommended that industrial workers be given the benefit of a rest period and the opportunity to have some light refreshment.

UNIONS ARE TURNED DOWN

Three railway unions of Great Britain recently placed their demands for better working conditions before the Railway Staff National Tribunal, the highest authority to hear negotiations on railway problems. Each of the three unions has its own set of claims. Among the changes requested are: Minimum wage of 50 shillings weekly (approximately \$12.00) for certain employees, annual holiday of twelve weekdays with pay.

Spokesmen for other railroad employees applied for an increase of 25 cents a day for engineers and in some cases reduction of qualifying period for passing up to a higher pay rate.

These and other requests were placed before the Tribunal by representatives of the unions. In their reply the Tribunal stated that economic conditions of the railway industry did not warrant the betterment desired.

Purchasing Power

The Community Benefits in the Measure That It Is Widely and Equitably Distributed.

By BERNARD ROSE.

The trade union as a bargaining agency for the workers has stressed the importance to the community and the worker of a wage, enabling the toiler to purchase what he needs for himself and his family.

In the measure that wages are increased do standards of living improve, and the welfare of the community promoted. The purchasing power of the workers should be one of the chief concerns of industry and government. The merchant who depends upon the custom of the salaried employee or wage earner should exercise his influence to improve the economic status of those who earn a livelihood in the exercise of a trade, occupation, or calling. A nation's well being and its conception of the worker's place in society can be judged by the prosperity of the citizen who is a wage earner.

We know that the richest countries are those in which the workers have high living standards. In these countries the workers exercise political rights and suffer no abridgment of liberty. Where the labor unions are strong they wield considerable influence, industrially, and politically. In every instance where a given class of workers secured wage concessions their families and the community benefitted.

Addressing the American Statistical Association, Dr. R. H. Coats, Dominion Statistician, said that half of Canada's wage earners receive 80 per cent of the national wage bill. He also pointed out that the lowest wage class showed the heaviest unemployment. If he includes the building workers this would be true; but the skilled men in the building industry when employed are not in the low wage category. What should be emphasized, is that purchasing power has been reduced in the ratio that the employees in the transportation industry were dismissed and those in the building trades unable to obtain employment over long periods. Were these two classes fully employed it would mean millions of dollars available to purchase not only necessities but comforts and minor luxuries.

Employment is, of course, affected by newer methods of production and distribution and the constant adoption of labor saving devices. Industry as a commercial proposition will not and cannot be expected to concern itself with the welfare and needs of the worker unless the unions or the government intervene to afford some protection to the displaced or lowly paid worker.

Dr. Coats told his confrères that: "As industry became mechanized, centralized and rationalized it constricted labor and the rejects became casual." He also emphasized that: "the problem is not that all or most workers are sometimes employed and sometimes not, but a differentiation which is hardening into two classes — the seldom unemployed and the seldom employed." Dr. Coats appreciates not only the situation that has developed and become serious but the difficulty of adequately dealing with it in view of the dislike of governments assuming the responsibility of caring for the unemployed who become "casuals," following the introduction of labor saving machinery or the loss or contraction of markets for the goods they helped to produce.

It has been evident to students and investigators of economic conditions that citizens who are unemployed because of conditions over which they had no control must be treated as victims of industrial progress. The State has now accepted the task of temporarily caring for the unemployed by making provision for a measure of relief, this however will not make the situation any easier to bear for the worker who is unemployed and in spite of every effort cannot obtain self supporting employment. We may be told that the dictator countries have solved the unemployment problem. Perhaps they have, but hardly in a manner that would appeal to or find favor with the intelligent and democratically nurtured American and Canadian worker. It would appear that unemployment and its serious consequences, if prolonged, must be dealt with in a constructive way without placing an undue burden upon the State.

Since so much of industry is mechanized and fewer and fewer workers required, provision must be made to periodically rehabilitate displaced workers by training them for alternative employments of a nature for which they are physically and intellectually adapted. During the period of re-education they should receive an allowance for living expenses out of a fund to which industry and the state would contribute in like proportions.

One feature of the situation to which I have more than once drawn attention is the advisability and justice of reducing hours of labor. There is not the slightest need for continuing a working week of forty hours or more. Man having become a machine tender the strain of watching a machine would be materially lessened if he worked shorter hours. The reduction in hours would provide additional employment. In the interest of the whole population there must be a revision at intervals of working schedules. A better distribution of income would very substantially and advantageously increase the purchasing power of the majority employed in industry and other services. It is certainly more desirable to have five fathers of families receive \$3,000 a year than one in receipt of fifteen thousand who may invest his surplus in bonds or stocks instead of the articles and services which the five families would purchase. I would not want to be charged with recommending a fixed income for all persons irrespective of ability, training, experience, or age; but the larger the number purchasing needed commodities, comforts, and a few luxuries the larger the volume of trade and the wider its influence upon manufacturers.

If all men and women, including our youth, were gainfully employed, it would give a strong impetus to industry and commerce, and make business men and employers more sanguine of the future. Unemployed and unemployable are relative terms. Every person in the commonwealth unless very seriously handicapped physically, can render some service to the community, and, precisely because of that differentiation to which Dr. Coats refers.

We must endeavor to increase the number of Canada's wage earners to include all who are capable of working, and dependent upon their labor or skill for a livelihood. Governments — except those that are totalitarian — are not omnipotent. All classes in the community must cooperate in seeking a solution of problems that can be solved given the requisite goodwill and determination.

Not A Magna Charta

Once a worker becomes a member of a trades union he or she becomes a potential organizer for the trades union movement. It becomes part of his or her objective to obtain better wages and working conditions, but the success or otherwise of achieving these objectives is also linked up largely with the growth of the local union, and the trades union movement generally. Hence members must not only encourage and help in the growth of their own union, but must also help build up and strengthen other unions. This is by no means an easy task, because we not only have the apathy of the average worker, but we also have the usually ignorant and sometimes strenuous opposition of the employer and employee associations. It is only natural for an employer to oppose the organization of his employees, because it usually appears to him as a move to increase their wages, but there a great many employers who have found that the union agreement oftentimes not only brings with it an increase in trade, but the mutual understanding between employer and employee also results in better work and greater production. But there are still a large number of employers who do not know this and therefore use every means within their power to offset the spread of trades unionism among their employees. Organized labor has only one weapon against this action, hence we urge our membership to withhold their purchasing power from such firms. This weapon, however, cannot always be applied because the firm may not come

directly within the reach of our purchasing power, hence we have been striving for legislation which will check the actions of employers against men and women who desire to join unions of their own choice. Such legislation is now operating in both the provincial legislature and the Federal Parliament. While this legislation is not as powerful as we would like it to be, it does give us a greater opportunity of testing out the desire of those who are unorganized. We will not admit. . . . that the Federal Act is a Magna Charta, or that it has stimulated the growth of the trades union movement. In the first place it has not stimulated the growth, because it has only just become law, and it is not a Magna Charta because the employer can still resist the trades union movement, just as many employers have, since the Provincial Act was passed. As a matter of fact, the trades union movement in this district grew much faster during 1936 and 1937 than it has since that time even though the Provincial legislation has been in operation in the past year and a half. We welcome this legislation, it is quite true, because we have to use every weapon that we can to build up our movement, but we must not run away with the idea that we can now sit back and watch our movement grow. We cannot do that because it will not grow that way. We have got to get right down to the job of organizing, put our shoulder to the wheel and remember that our movement needs the help of "One for all and all for one." — *The Labor Statesman.*

RAILROAD TRAINMEN HEAR CANADIAN M.P.

Among the visitors who addressed the Quadrennial Convention of the Brotherhood of Railroad Trainmen held in Cleveland during the past month was Mr. M. J. Coldwell, C. C. F. Member of Parliament for Rosetown-Biggan. Referring to propaganda carried on in Canada in favor of amalgamation of the railways in which he stated deficits of the publicly owned system were used as arguments why this should be effected, the speaker pointed out that these deficits did not reflect the actual value of the Canadian National Railways to the Dominion. He declared that the present financial position of the road was the result of failure of private interests in the past as the properties taken over by the Government were mostly bankrupt at the time. Dealing with efforts of the railway brotherhoods to secure legislation to provide compensation to railway workers whose employment is detrimentally affected by co-operative measures, — instituted by the two systems under the Canadian National-Canadian Pacific Act, 1933 — Mr. Coldwell cited the Bill passed during the last session of Parliament as a recognition by the State that a worker had a vested interest in his job.

Touching on the necessity for lowering the qualifying age for old age pensions and increasing the amount of pension, the speaker stated this would encourage the retirement of workers from industry at an earlier age and provide greater opportunity for employment.

Referring to the international situation, Mr. Coldwell cited the growth of Fascism in European countries. He warned that in the United States and Canada the menace of Fascism must be met by "making our Democracy work for the common good." During the course of his address, Mr. Coldwell paid a well deserved tribute to Mr. A. J. Kelly, Ottawa, Dominion Legislative Representative of the Brotherhood, who was re-elected to that position for a further term, for his efforts to secure enactment of legislation in the interest of the membership and Canadian workers generally.

At a luncheon arranged by the Canadian delegates attending the convention, Mr. Coldwell was presented by President A. F. Whitney, on their behalf, with a handsome desk pen and set as a token of appreciation for his address and the valuable service which he, as a Member of Parliament, is rendering to Canadian workers.

UNITED CHURCH CONFERENCE URGES UNEMPLOYMENT INSURANCE

The Bay of Quinte Conference of the United Church of Canada held in Kingston, Ontario, during the past month, went on record in favor of a national contributory unemployment insurance scheme operated in conjunction with Employment Exchanges. Expressing the view that even though all workers would not benefit by such a scheme in the beginning, it was held there was immediate and urgent need to lay its foundation in Canada.

Commending the Federal Government for amending the Criminal Code to make it an offence to refuse to employ or to dismiss a person solely because of being a member of a trade union, the conference adopted a recommendation calling on those who obtain employment to associate themselves with the labor movement "as a means of improving employer-employee relations and working conditions."

These recommendations were incorporated in the report submitted by the Committee on Industrial Relations which was unanimously adopted. In its report the Committee held that the remedy for unemployment must go far beyond unemployment insurance. Means must be found to guarantee the security of seasonal workers by fitting them into other employment.

Support of the Youth Training Scheme was urged and the suggestion made that it be extended to embrace a greater number of young people.

The committee reported that it had proceeded in its findings on the understanding the Church has a fundamental interest in the relationship of men and women in industry as well as in all human conditions. Systems and institutions which affect human lives, therefore, is the responsibility of the Church, it stated.

IDEAL JUROR

"Do you know anything about his case?" the juror was asked.

"No."

"Have you heard anything about it?"

"No."

"Have you read anything about it?"

"No. I can't read."

"Have you formed any opinion about the case?"

"What case?"

"Accepted."

"The man who solves the money problem will do greater service to mankind than all the professional soldiers in history."—Henry Ford.

Unemployment and Public Works

Prominent Member of Parliament Says: "We Must Deal With Fundamentals." Why Not a Parliament of Industry?

By BERNARD ROSE.

During the course of the last session of Parliament the unemployment question was fully discussed by representative members of the major parties and the groups that oppose the Government. Several suggestions were made, and, in the opinion of spokesmen for the groups, the surest and quickest means would be the inaugurating of a huge public works programme. In other words, the Government should appropriate public monies to build public edifices and other undertakings of presumed general advantage. When the question was asked: "Where is the money to come from?" the Ministry was told to create credit. But, assuming that the credit was created, how long can the Government continue erecting public buildings from which no revenue is derived, but on the contrary, must be maintained out of taxes?

Mr. W. Allen Walsh, M.P., the member for Mount Royal, and who has given some thought to this important question, in commenting upon the Government policy, speaking from his seat in the House on April 18th, said: "But again I say a public works programme is merely a temporary expedient, helping immediate necessities of a certain number of people, but cannot be relied upon to touch the fundamentals of the problem. And it is the fundamentals that must be touched if we are properly to come to grips with a problem of such magnitude." (My italics).

Mr. Walsh has directed attention to the need of clarifying our thought on this important question. While the Government must necessarily, in the carrying on its administrative activities, employ a percentage of the population and there is undoubtedly an insistent demand on the part of thousands for Government positions, even the best intentioned administration cannot employ the whole population unless it becomes a purely totalitarian or authoritarian government. I hardly think that those who clamor most for Government intervention would care to have it the sole employer. How many of those who criticize the Ministry for not adopting their views would want it to follow the example of a Stalin, Hitler, or Mussolini? Are we ready to be regimented like the benighted, oppressed and servile Russian, Italian and German workers?

I think even the humblest wage earner, in a democratic country, is too appreciative of his liberty, to want to lose it completely to the officials of a totalitarian hierarchy! Conditions may not be all that we desire in our country and other democratic lands, but we are buoyed up by the hope of a better day to come.

There is a prospect of improvement in the democracies — none whatever in the totalitarian prisons!

The workers in Russia, Germany, and Italy do not know what real liberty means. They are the industrial and economic serfs of their autocratic and self-perpetuating rulers. Their lives are certainly not their own.

A capitalism that is progressively democratized is far superior from the standpoint of liberty and economic welfare than the systems that function in Italy, Germany, and Russia.

We can properly measure a country's welfare by the living standards of its workers and the degree of organization they have achieved along trade union lines. It should be emphasized on every occasion that democracies are self-governing. That the workers can make and unmake governments. That the people's representatives in parliament must vote the necessary financial supplies. This control over the public purse is wholly within the power of the taxpayer, acting through his freely chosen representative in the national or provincial legislature. In totalitarian countries, first, final, and absolute power resides in and is exercised by an individual who is not accountable to parliament or people. Again I ask, are we ready to exchange or substitute totalitarianism for democracy?

I think that if the workers, particularly those who are trade unionists, were polled on this question, the answer would be an unanimous and emphatic NO!

We must therefore, as liberty loving citizens of a democratic state, solve our problems in accordance with our traditions and conception of the rights set out in our constitutions and codes of law.

The countries that have made the most material progress within the last fifty years are those that have shown an ever deeper interest in human welfare. The worker in Great Britain, the United States, and the Dominion

Federal Labor Unions

Officers of unions have a serious responsibility for promoting the welfare of the workers they represent. It is no light responsibility to have a group of persons looking to you for information and leadership upon matters that vitally affect their interests but for which they cannot give the time to study even if sources of information were available. It is the duty of the officers to secure the information necessary to formulating wage and hour standards and to be ready to submit proposals to members with recommendation for their determination. It takes wisdom and courage to recommend the time and method for union advances. Recommendations must be sound and lead to practical objectives. It is easy enough to present a pleasant, alluring program, but the program of a responsible leader must lead to something substantial — not to pots of gold at the end of a beautiful rainbow. For example, it is easy and perhaps politically useful to propose \$60 a month for all at 60 and \$90 for married couples, but to drive for that proposal with our national income at its present level is to mislead millions and so prevent them from getting such security for old age as is possible.

Leadership is a responsibility weighted with fateful possibilities for weal or woe to those who entrust leadership to the one in office. The most vital duty of an officer is to be worthy of trust, and when to this quality is added wisdom, courage, and honesty it becomes possible for that group of workers to improve their economic conditions provided the membership in turn co-operates with wisdom, courage and honesty. Personal ambitions and personal gain must be subordinated to the advancement of the group. One member of a union with unbridled personal ambitions can pervert the whole union program and wreck it by building up personal loyalties and a personal machine that may advance that individual but introducing factions and discord corrupts the very spirit of unionism.

Officers and members of local unions have the ultimate responsibility for maintaining the spirit and purposes of the labor movement. Let each and all judge what they do by whether it builds or destroys the structure and spirit of unionism. — *The American Federationist.*

was, and is, far better off than the toiler in the totalitarian lands both before and since the coming of the Stalins, Hitlers, and Mussolinis.

It is because the people in the democracies are more sensitive to human suffering and economic hardship that they demand from their governments aid for the workers. Such aid is presently furnished in the form of relief paid out through the municipalities, or the public works undertaken by the federal, provincial or municipal governments. But costly as such works may be no government can continue indefinitely voting public funds out of taxes or expanded credit in accordance with the wishes of a certain school of monetary reformers. We must, as Mr. Walsh properly points out, come back to fundamentals. What are these fundamentals? Primarily, they are a prosperous profit earning industry, and a well paid working class, that can afford to buy out of what it earns, the necessities, comforts, and luxuries it needs and craves.

There is nothing revolutionary about this! It is essentially democratic. The unions have secured recognition and concessions that have brought with them a higher standard of living. Neither the state nor industry have suffered! The various social laws that legislatures, parliaments, and congresses have adopted were the result of the representations made by labor and the heightened appreciation on the part of public representatives and governments that, as wealth increased because of machinery and organization, all who labor in industry should benefit.

Public works that are not self liquidating are a burden upon the taxpayers, since maintenance costs must be paid out of the public treasury. Industry and commerce are creative and productive and contribute to the cost of government. It thus follows that the more creative and productive industry and commerce become the larger the share that can be given the wage earner, and the Government, in the form of necessary legitimate taxes.

Since in the opinion of Mr. Walsh it is "a problem of such magnitude" governments cannot properly and satisfactorily solve it, no matter how sympathetic or well intentioned its members may be. It is industry, aided by finance, (that can create new wants and enlarge demand), that can more effectively deal with and solve the problem than the government.

The Canadian Manufacturers' Association at their recent convention instructed their president to advise the Prime Minister that the resources of the members of the association were at the disposal of the Government for the defence of Canada. This is splendidly and nobly patriotic! It places country before party or self interest. It shows a commendable willingness to make sacrifices in the common interest. It manifests a determination to help the government in its task of providing for the defence of the country against external enemies. Can we not call upon these loyal employers to help in solving our chief domestic problem? Is there any reason why a parliament of industry should not be called and remain in session until a definite and constructive programme has been evolved to effectively cope with this problem?

The Executive of the Canadian Federation of Mayors and Municipalities has announced that it will discuss this question and endeavor to enlist the aid of the mayors and municipal authorities throughout the Dominion. Organized industry, organized labor, and the organized mayors of the country can, because of their influence and powers more effectually deal with and solve the unemployment problem than governments can through carrying out of the most extensive public works programme.

Mr. Walsh is right! "It is the fundamentals that must be touched."

DEMANDEZ
LA BIÈRE
POPULAIRE

ASK FOR
THE POPULAR
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal
depuis

153 ANS

Brewed in Montreal
since

153 YEARS

"FEMINA"

Buy Canadian Union-Made Goods

This is a slogan, acceptable in principle to every trade-unionist, man or woman. Despite the plain horse-sense of this statement, on examining facts and figures in relation to activities abroad, it seems that we are spiking this principle, and consequently leading to immeasurable losses and tragedy.

Here, then, are some facts and figures which might be recommended to the consideration of every trade unionist.

Thirty-two per cent of the necessities of war for Japan come from America.

Thirty per cent come from the British Empire.

Trade figures for the month of May show Canadian exports to Japan at \$2,500,000, an almost unprecedented increase of about 100% over the same month last year.

Moreover, due to the avowed state of bankruptcy in home production, Tokyo admits that without foreign markets for her cheap products it would be almost impossible to continue the war in China.

These are the facts, and they really are staggering.

Perhaps, however, you are wondering what all this has to do with one ordinary trade unionist? and she a disenfranchised female.

The explanation is simple.

The Canadian trade unionist may not appear to be affected when he reads on the front page of our local newspapers that in her determined efforts to destroy China's independence, Japan has had to kill a million Chinese youth.

The Canadian trade unionist may not seem to be concerned with the fact that Japan has created some thirty million refugees, and bombed and burned thousands of civilians.

The Canadian trade unionist may not appear to suffer any disconcerting effects because of the fact that Japan has massacred tens of thousands of prisoners.

But, what DOES concern the Canadian trade unionist, when glancing through the back pages of the same paper, is the news item to the effect that to-day in Montreal docks, there are three ships loading scrap-iron for Japan.

We know that scrap-iron is to be converted into munitions to further increase this cold-blooded slaughter, and has already taken even the lives of Canadian missionaries.

But worse — we also know that huge shipments of aluminum and nickel have gone from Canadian non-union companies, to a non-union country, to assist in this aggression of slaughter.

But even this, bad as it is, may not appear to directly affect the Canadian trade unionist.

That part of this ghastly business which does affect the Canadian trade unionist, however, is the purchase by firms and individuals in this country, of merchandise imported for sale here at prices that undersell the Canadian union-made products, and lessens both employment and wages for our own countrymen.

Therefore, let us stop helping Japan and start helping ourselves, by banning from our homes every article made in "the Land of the Rising Sun."

Everyone knows of the cheapness of "coolie labor" — with no trade unions to protect them.

The yellow worker, in fact, is able to exist on a few cents a day.

That is why the 5 and 10 cent stores are flooded with Japanese articles that sell for so little.

And yet, how many of us buy articles without looking to see where they have been made?

Do any of us even search for the union label?

It all boils down to this: we buy a ten cent toy, made-in-Japan. Part of that ten cents is used to buy a bullet, so whether we like it or not, whether we want it or not, it's OUR dime that helped to kill that Chinese baby in the crowded market-place.

What is more, the other part of that ten cents is used in the production by non-union coolies of articles imported here and sold in unfair competition with our own Canadian union-made products.

And that DOES affect the Canadian trade unionist.

It means that you, as trade unionists, can adopt the only method available to you to combat this unfair competition.

YOU CAN BOYCOTT JAPANESE GOODS.

Unofficial boycotts of Japanese goods already have had an admitted effect on imports from Japan.

It has been even more pronounced in the United States, where Japan's business has been dealt a severe blow.

Women in all walks of life are conscientiously avoiding the purchase of Japanese goods by wearing lisle stockings, instead of silk.

In this manner they are consciously imposing their own unofficial boycott, and consequently are contributing to the defence of wage and living standards of the Canadian trade unionist.

Téléphones: CHerrier 7603 - 6155

Patronize a 100 per 100 Union Laundry.

Encouragez une buanderie unioniste 100 p. 100

Imperial Supply Co., Laundry

1471 PARTHENAIS

MONTREAL

Union Label League

Union Label League.

President Johnston of the Union Label Trades Department of the Trades and Labor Congress of Canada was a visitor at the recent Convention of the Provincial Federation of Labor in Sherbrooke, he addressed the Congress on behalf of his organization. The Hotel and Restaurant Employees' Union, and incidentally mentioned the success his organization is having in cities where the members of Organized Labor insist on the Union Shop Card being displayed in Hotel and Restaurants they patronize.

He urges the delegates on their return home to point out to the general membership the need of their support when patronizing Hotels and Restaurants, by demanding that the Shop Card of the Hotel and Restaurant Employees' Union, be displayed in the places they favor with their patronage.

His address was a feature of the Convention, and the thanks of the delegate were conveyed by President Martel to Brother Johnston, who wished him every success on his organization trip to the Maritime Provinces.

* * *

The Label Committee's Report at the Provincial Federation's Convention.

The report of the Union Label Committee at the Convention of the Provincial Federation of Labor was received and dealt with in a very satisfactory manner. The resolutions reported, and the recommendations of the Committee were unanimously adopted. All that remains to be done is that they be put into practical operation by the general membership.

* * *

Who Does Your Laundry?

The Laundry Workers Local 122, are carrying on their work of organization. Among those employed in the Laundry business in our city, while every one wishes them success, it might be well, if we would be a little more practical, and lend them a hand, by patronizing the Union Laundry, this will accomplish more than a barrel of good wishes so lets try and be a little consistent and give our laundry work to the only Union Laundry in our City.

* * *

The Laundry Workers' Picnic.

The Laundry Workers Local Union 122, have made definite arrangements for their Annual Picnic on Sunday, August 13th, at Plage St. Jacques, Cartierville.

An attractive program of games has been provided for, and a good time is assured to all who attend this popular event.

* * *

Why Is Your Union Not Affiliated?

The Delegates attending the second convention of the Provincial Federation of Labor, on Saturday and Sunday 22 and 23rd July, had their memory jogged about the way some of the unions evaded their responsibility by neglecting to affiliate with the Union Label League of this City. While they benefit by the work done by the Union Label League they shirk their part in cooperating with their sister unions, in helping them to finance this important work, and yet we find the same state of affairs existing among other bodies who profit by the work of the Provincial Federation of Labor, and who neglect to assist in the efforts of the Federation to bring about the necessary changes in the Social Legislation of this Province, which is hampering the progress of our movement. It is to be hoped that they may see the error of their ways and in some measure redeem themselves by changing their in-

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Gus. FRANCO, Rédacteur
Le seul journal ouvrier bilingue
au Canada



Membre de la Presse ouvrière
internationale d'Amérique

THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile,
Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest,
Montréal

The Labor World is printed
on newsprint manufactured
by the E. B. Eddy &
Co., which is 100 per cent
organized.

Le soir, 908 Sherbrooke Est
Tél. CHerrier 7050

GERARD TRUDEL
AVOCAT

57 OUEST, RUE ST-JACQUES
Suite 209. Tél. MARquette 2636

different attitude and taking a more active interest in the work so essential to their welfare, by affiliating with the Trades Union Label League and the Provincial Federation of Labor both organizations need all the support they can secure to carry on in the face of the opposition they have to contend with.

* * *

R. B. Hesmith Is Dead.

The death of Robert Bruce Hesmith, General Secretary Treasurer of the Hotel and Restaurant Employees' International Alliance and Bartenders' International League of America since 1928, took place home in Cincinnati, Ohio.

The late Brother Haskith was a strong advocate for the Union Label, especially the Shop Card and Button used by his organization; and his loss is kindly felt by the entire membership of the organization he so faithfully served for so many years.

* * *

Cigar Makers' Diamond Jubilee.

The Diamond Jubilee of the Cigar Makers' International Union was opened by President Green of the American Federation of Labor, who delivered an address at the Samuel Gompers Memorial on Massachusetts Avenue.

The late Samuel Gompers was Vice-President of the Cigar Makers International Union prior to his taking over the leadership of the American Federation of Labor.

Immediately following the Gompers memorial exercises, a reception was held in the offices of the International Union in the Carpenters building. The celebration continued for three days beginning July 26. An illuminated scroll was presented to R. E. Van Horn, president of the Cigar Makers International Union, in recognition of the unions' 75th anniversary.

MEETING HALLS TO LET

CENTRALLY LOCATED

Seats 250 people
Also Halls suitable for Offices

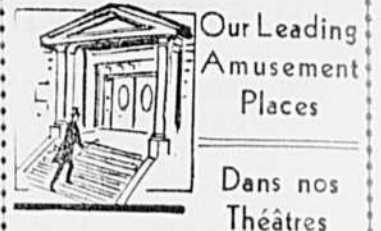
Chairs and Tables Furnished

For further information

Call "The Labor World"
LANcaster 5361

THE
Windsor

ON DOMINION SQUARE



Our Leading
Amusement
Places

Dans nos
Théâtres

PALACE

LIONEL BARRYMORE
Sir CEDRIC HARDWICKE
ON BORROWED TIME
with BEULAH BONDI
UNA MERKEL

Week Days, 10 to 1, 25c.

CAPITOL

"Unexpected Father"

with MISCHA AUER
SHIRLEY ROSS
DENNIS O'KEEFE

Added Attraction
"Forgotten Woman"

PRINCESS Theatre CAREER

with ANNE SHIRLEY
EDWARD ELLIS

Added Attraction
The Saint Strikes Back
with GEORGE SANDERS

LOEW'S THEATRE

Montreal Has Acclaimed

ROBERT DONAT

in
"GOODBYE Mr. CHIPS"
with GREER GARSON

2nd BIG WEEK!

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:

LACHINE, P. Q.

Branch Works:

Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

Tél. LANcaster 3858

Salon de Fleurs ST-DENIS
1590, RUE SAINT-DENIS (Edifice
du Théâtre St-Denis)

Spécialités:
Bouquets de Noes, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du
"Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

MONARCH GAS RANGES

Made by

Canadians

for

Canadian Homes



BE READY FOR EXAMINATIONS. We have helped hundreds to obtain positions as Letter Carriers, Postal Clerks, Customs Examiners, Clerks and Stenographers, etc. Free Booklet of information. M.C.C. Schools, Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada.